

## **CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE N°2020-005 DU 5 MARS 2020 RELATIVE AU SCHÉMA DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TRANSPORT ÉLABORÉ PAR RTE.**

L'Institut Energie et Développement (IED) est une association créée en 1989 pour répondre aux besoins des représentants du personnel des entreprises de l'énergie lors de l'examen des dossiers avec les directions.

L'IED réalise des expertises et des études technico-économiques ou socio professionnelles, seul ou en partenariat avec d'autres cabinets.

Il intervient pour les comités d'entreprise du domaine de l'énergie (EDF, RTE, ENEDIS, GRDF, ENGIE, UNIPER,...), pour des collectivités nationales et territoriales, des organisations syndicales et des associations de consommateurs.

Il s'appuie sur la compétence d'une cinquantaine d'experts bénévoles en retraite après avoir fait leur carrière dans le domaine de l'énergie.

### **Préambule**

En préambule, IED souhaite rappeler que la pandémie du coronavirus, la crise sanitaire mondiale qui en a résulté et la révélation de la fragilité de l'industrie et des services publics français bousculent les certitudes qui président jusqu'à présent aux orientations économiques. Dans son adresse aux français du 13 avril, le Président de la République a notamment conclu par : *« Il nous faudra bâtir une stratégie où nous retrouverons le temps long, la possibilité de planifier, la sobriété carbone, la prévention, la résilience qui seules peuvent permettre de faire face aux crises à venir. [...] Sachons, dans ce moment, sortir des sentiers battus, des idéologies, nous réinventer – et moi le premier. »* IED pense que cette interpellation vaut pour l'organisation du système électrique, et a fortiori la planification des investissements en matière de transport.

Pour cette raison, IED a prolongé les réponses aux questions posées par la CRE sur le Schéma décennal de développement du réseau de transport par une contribution un peu plus développée dans la question ouverte.

*Question 5 - Êtes-vous favorable, comme la CRE, à la stratégie proposée par RTE de dimensionnement optimal du réseau avec un recours occasionnel aux limitations de production renouvelable ?*

Les productions éoliennes et solaires se caractérisent par de très fortes variations du facteur de charge. Il paraît économiquement efficace de ne pas procéder à des renforcements de réseaux destinés à évacuer les pointes de production mais qui seraient faiblement utilisés. Mais il serait anormal que le consommateur paie sur sa facture la valeur de l'énergie écrétée pour compenser le "manque à gagner" des producteurs, même si ce n'est qu'indirectement à travers un mécanisme de compensation. En économie marchande, aucun industriel ni aucun prestataire de services ne bénéficie de compensation financière pour une production n'ayant pas de débouché sur le marché.

En outre, même si les règles de fonctionnement du marché ne le permettent pas aujourd'hui, les automates mis en place devraient pouvoir, non seulement limiter l'énergie à évacuer lorsque le réseau ne le permet pas, mais aussi limiter la production intermittente évacuée dans les périodes où le prix de l'électricité sur le marché est négatif. En effet, il n'est pas normal de faire payer au consommateur une production inutile.

*Question 6 - Que pensez-vous de la proposition de la CRE de rendre systématique l'étude de l'ensemble des flexibilités y compris le stockage pour tous les projets de RTE ?*

Les "flexibilités" peuvent être de plusieurs natures. Il faut être très prudent en ce qui concerne celles qui porteraient sur la demande. En effet, elles peuvent s'apparenter à des délestages déguisés qui susciteraient l'hostilité des usagers de l'électricité. De telles flexibilités sont à proscrire.

L'arbitrage entre des solutions de stockage ou de renforcement de réseau relève d'un calcul économique de nature classique. Cela étant, chacune de ces solutions étant très "capitalistique" - investissement et frais fixes lourds, coûts proportionnels faibles – leur coût économique est très sensible au choix du taux d'actualisation. Plus il est faible, plus les solutions à durée de vie longue apparaissent socialement rentables. Or la durée de vie des batteries est bien plus courte que celle des réseaux. Avec un taux d'actualisation élevé, des solutions "stockage en batteries" pourraient apparaître financièrement rentables tout en étant déficitaires dans une perspective de développement durable et d'économie de ressources de la planète. La CRE devrait donc inviter RTE à procéder à des évaluations socio-économiques reposant sur un taux d'actualisation faible (le rapport Quinet recommande un taux de 2,5%).

Le 25 mai 2020

*Question 7 - Partagez-vous l'analyse de la CRE sur (i) la nécessité de construire le cadre contractuel visant à permettre aux actifs de stockage de répondre aux besoins de réseau et (ii) la nécessité de publier les contraintes de réseau actuelles et estimées à moyen terme afin de transmettre des signaux économiques pertinents pour le développement de flexibilités là où elles sont les plus utiles ?*

La question de la CRE est mal posée. Les congestions du réseau à moyen terme dépendent de la localisation des futures installations éoliennes et solaires que RTE ne connaît pas aujourd'hui. Par sa question, la CRE dédouane totalement la responsabilité des producteurs d'ENR des externalités provoquées par leur production. La logique et l'efficacité appellent à ce que ces producteurs endossent la responsabilité financière des investissements complémentaires en moyens de stockage, rendus indispensables par le développement de leur production. Il y a une énorme contradiction entre la PPE et la libéralisation du marché de l'électricité : planification du développement du renouvelable d'un côté et appel au marché pour développer le stockage ...

*Question 8 - En l'absence de mesures correctives, partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle la valeur tutélaire du carbone ne doit être utilisée par RTE que pour les émissions hors EU-ETS ?*

Le raisonnement de la CRE n'est pas acceptable. En raison de l'existence du marché européen des émissions de carbone – ETS – RTE ne devrait pas adopter les recommandations du rapport Quinet et de France-Stratégie en matière de valeur tutélaire du carbone. Si l'argument de la CRE devait être suivi, il pourrait devenir opposable à tous les projets d'investissement publics, qu'ils concernent le secteur de l'énergie ou n'importe quel autre. Il n'est pas acceptable que la CRE, institution publique, foule aux pieds de manière aussi catégorique les recommandations d'une institution publique placée sous l'autorité du Premier Ministre. D'autant que la réflexion de la Commission Quinet et de France-Stratégie s'inscrit dans les objectifs de la Stratégie nationale bas-carbone qui est aussi une référence de travail pour la CRE.

*Question 9 - Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le recours à la technologie souterraine sur le réseau HTB1 doit être systématique dans certaines zones prioritaires identifiées dans le contrat de service public de RTE et analysé au cas par cas dans les autres cas ?*

RTE est confrontée à l'hostilité des populations aux projets de nouvelles lignes de transport aériennes. Les propositions de RTE de développer l'enfouissement des lignes répond à une demande sociale, qui s'étend bien au-delà de "certaines zones prioritaires". Certes cela peut induire un surcoût, mais c'est le coût de la qualité de l'environnement exigé par les populations. En outre ce surcoût peut être inférieur à celui occasionné par de longues procédures juridiques contestant l'installation de lignes aériennes. Nous ne partageons donc pas l'hostilité de la CRE sur le projet d'enfouissement des lignes de RTE.

Le 25 mai 2020

*Question 15 - Etes-vous favorable, comme la CRE, à une planification par l'État du développement et de la localisation des éoliennes en mer, et aux mesures d'optimisation des coûts identifiées par RTE ?*

En matière d'énergie et tout particulièrement de système électrique, la planification de long terme est une nécessité absolue. Penser qu'on peut équiper les infrastructures vitales d'un pays en s'en remettant au marché et aux "signaux" qu'on lui envoie est une chimère, à tout le moins une grave entorse au principe de précaution le plus élémentaire. La question posée par la CRE sur l'implantation des éoliennes en mer est généralisable à l'ensemble du système électrique.

*Question 16 - Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la mise en place de signaux de localisation plus fins serait pertinente pour inciter les producteurs à mieux prendre en compte les coûts du réseau dans leurs décisions et, ainsi, pour minimiser les coûts globaux du système électrique ? Quelle typologie de signaux serait à même d'orienter plus efficacement l'équilibre global coûts de production / coûts de réseaux (maille, investissement/fonctionnement, etc.) ?*

La seule manière que les producteurs prennent en compte les coûts de réseau dans leurs décisions est qu'ils les supportent. Le système de libéralisation du marché repose sur des énormes contradictions : obligation d'achat et externalisation des coûts induits alors que "la concurrence libre et non faussée" est le crédo. Tout cela ne peut que se faire au détriment du consommateur. C'est bien ce que l'on constate.

*Question 17 - Avez-vous toute autre remarque à faire concernant le SDDR 2019 présenté par RTE ?*

Le SDDR 2019 a été rédigé dans un contexte complètement différent de celui que nous connaissons actuellement. Au sortir de la crise mondiale liée à la pandémie Covid19, il est probable que certaines politiques publiques soient réinterrogées et que certaines d'entre elles soient modifiées en profondeur.

La crise que nous vivons aujourd'hui a déjà mis en évidence les conséquences funestes d'une désindustrialisation et d'une dépendance trop importante du pays vis-à-vis de l'extérieur dans les domaines qui sont vitaux pour le pays comme le domaine de la santé.

On ne sait pas encore quelles leçons seront tirées de la crise économique et financière qui suivra la crise sanitaire, mais il n'est pas impossible qu'on constate que les pays qui ont structurellement une balance commerciale équilibrée voire positive et donc des marges de manœuvres plus importantes, tel que l'Allemagne, résistent mieux aux crises que les pays qui ont une balance commerciale structurellement déficitaire tel que la France.

Le 25 mai 2020

Nous ne pouvons actuellement pas dire si la politique énergétique fera partie de celles qui seront revisitées par les pouvoirs publics français, mais un certain nombre de points peuvent inciter à penser que ce pourrait être le cas.

**Point 1 :**

Le domaine de l'énergie, et en particulier celui de l'électricité est sans conteste un domaine vital pour le pays. On n'ose imaginer si la crise sanitaire actuelle avait été vécue dans une période où le fonctionnement du système électrique aurait été défaillant.

**Point 2 :**

Un premier volet de la politique énergétique actuelle de la France est basé sur le subventionnement de technologies qui sont massivement importées :

- la quasi totalité des panneaux photovoltaïques sont achetés en Chine,
- les éoliennes sont aussi importées, même si pour le moment ce n'est pas de Chine. Cela pourrait le devenir de plus en plus, car la Chine est le fournisseur presque obligé pour les terres rares utilisées dans les aimants permanents des éoliennes.

D'une part, ce n'est pas bon sur les critères de niveau d'industrialisation du pays, ni sur celui d'indépendance énergétique.

D'autre part, comme le note la Cour des comptes dans son rapport de mars 2018 sur les énergies renouvelables qui pointe du doigt le photovoltaïque et l'éolien sur ce sujet, c'est aussi très mauvais vis-à-vis de l'équilibre de notre balance commerciale.

**Point 3 :**

Un deuxième volet de la politique énergétique actuelle de la France consiste à diminuer la part du nucléaire dans la production. La PPE en cours planifie la diminution du nombre de réacteurs.

D'une part, on planifie donc le démantèlement de l'industrie nucléaire, qui reste une des dernières industries du pays, ce qui ne va pas vraiment dans le sens de la réindustrialisation.

D'autre part, l'exportation d'électricité contribue aujourd'hui positivement à la balance commerciale, la diminution de la production nucléaire va vraisemblablement conduire à l'abandon de cet avantage. Dans son bilan prévisionnel 2019, RTE indique que dans les années à venir, la France restera exportatrice du fait de l'augmentation des parcs éoliens et solaires, mais exporter du solaire et de l'éolien dans les périodes où tous les pays vont être en surproduction d'énergie intermittente (il fait grosso modo jour en même temps dans les pays européens, et les régimes de vent sont très corrélés) ne se fera vraisemblablement pas dans de bonnes conditions économiques.

Le 25 mai 2020

**Point 4 :**

La crise sanitaire actuelle peut tout à fait être suivie d'une crise économique et financière profonde et longue.

Dans ces conditions, aura-t-on encore les moyens de répéter des opérations de type Fessenheim où on ferme un équipement qui aurait sans problème pu être amorti pendant une décennie supplémentaire, voire pendant 2 à 4 décennies supplémentaires si on en croit ce qui se fait aux Etats-Unis.

On ne peut donc pas totalement exclure un scénario qui serait en rupture par rapport aux hypothèses prises par RTE, par exemple :

- profiter plus longtemps des installations nucléaires qu'il était prévu d'arrêter, et dans ce cas arrêter des subventions à l'éolien et au photovoltaïque dont on aurait alors plus besoin, ce qui donnerait un coup de frein voire un coup d'arrêt à leur développement,
- tentative de réindustrialisation du pays qui pourrait commencer par un arrêt des opérations de désindustrialisation engagées (dont nucléaire),
- après une période de baisse due en un premier temps à la crise économique, une reprise de la croissance de la consommation d'électricité du fait d'opérations de réinternalisation de productions industrielles.